



Le Synesi : les 10 premières questions et leurs réponses

1) Que veut dire Synesi

Le Synesi est le **S**Yndicat **N**ational des **E**mloyeurs **S**pécifiques d'**I**nsertion. Il vise à regrouper des employeurs privés qui portent des ateliers et chantiers d'insertion.

2) Qui sont les membres fondateurs du Synesi ?

Quatre réseaux nationaux de l'insertion par l'activité économique sont fondateurs du Synesi : par ordre alphabétique : CHANTIER école, Cocagne, Coorace et Tissons la solidarité.

N'oublions pas que ces réseaux ont créé le Synesi dans un contexte où de nombreux inspecteurs du travail souhaitaient imposer les conventions collectives nationales des métiers supports utilisés par les ateliers et chantiers d'insertion. Cette approche était fortement problématique car elle niait partiellement pour ne pas dire totalement le fait que le métier des ACI est "l'insertion sociale et professionnelle de personnes en difficultés vis-à-vis de l'emploi" et pas l'entretien d'espaces verts, la maçonnerie ou tout autre support à ce travail d'accompagnement des personnes.

3) A quoi sert le Synesi ?

La mise en place d'une convention collective nécessite une négociation qui doit se mener entre des syndicats de salariés et un syndicat représentatif des employeurs. Ce dernier pour les ateliers et chantiers d'insertion n'existant pas, les réseaux de l'IAE fondateurs du Synesi ont créé cette entité juridique qui leur est indépendante pour pouvoir ainsi enclencher des négociations globales.

4) Qu'est-ce qui est négocié à ce jour : la convention collective est-elle en place ? (mai 2011)

Non, la convention collective du Synesi n'est pas encore applicable à tous les ateliers et chantiers d'insertion. L'ensemble des accords préalables à cette convention ont été négociés et signés. Ils sont applicables par les adhérents du Synesi, et pour toutes les structures rentrant dans le champ d'application qui étaient adhérentes au moment de la signature de ces accords entre les syndicats de salariés et le Synesi.

L'ensemble des accords signés se retrouvent naturellement dans la rédaction finale de la convention collective qui est aujourd'hui finalisée et signée.

Les accords sur les emplois repères et sur les classifications et rémunérations étant étendus, ils sont applicables par tous les ACI de France et des DOM en fonction de leur date d'application.

5) Je ne suis pas adhérent au Synesi : est-ce que je suis concerné ?

Oui et non !

Oui, si vous êtes un employeur privé (association).

Non, si vous êtes une collectivité ou un EPCI.

Oui, pour tous les employeurs associatifs privés qui rentrent dans le champ d'application et, à ce jour, pour seulement les deux accords qui ont été étendus par décret au journal officiel. Les deux accords avec une incidence et qui sont étendus à la date du 8 mai 2011 sont :

- Accord du 21 janvier 2009 relatif à la typologie des emplois repères dans les ACI
- Accord du 21 janvier 2010 relatif aux classifications et rémunération dans les ateliers et chantiers d'insertion

Nous pouvons vous les transmettre sur simple demande.

6) A quoi servent les emplois repères ?

Les emplois repères définissent un cadre général de travail et de missions à réaliser pour les différentes catégories de personnels qui composent les ateliers et chantiers d'insertion. Les classifications servent de base pour définir le positionnement de chaque salarié sur la grille de salaire.

Les huit emplois repères sont les suivants :

Pour le salarié en contrat d'insertion :

Salarié(e) polyvalent(e)

Pour les salariés permanents :

Assistant(e) technique / Assistant(e) administratif(ve) / Comptable / Accompagnateur(trice) socioprofessionnel(le) / Encadrant(e) technique, pédagogique et social(e) / Coordonnateur(trice) / Directeur(trice).

7) Les emplois repères constituent-ils des fiches de postes ?

Non, les emplois repères ne sont pas des fiches de postes. La fiche de poste se négocie au sein de chacun des ateliers et chantiers d'insertion entre l'employeur et le salarié. Elle précise au plus juste les attentes de la structure vis-à-vis de son salarié. La fiche de poste comme l'emploi repère servent de support aux entretiens annuels.

8) La grille de salaire est-elle basse ?

Les grilles de salaires proposent des minima conventionnels. Ceux-ci ont été évalués et mis en place en fonction de l'existant et du positionnement d'une majorité de structures qui, pour plus de 50 % d'entre elles, ne bénéficient d'aucune convention collective.

Pour certaines d'ailleurs la marche financière à franchir sera importante pour atteindre les seuils minima.

Cette grille de salaire est une avancée pour de nombreux salariés permanents en poste au sein des ateliers et chantiers d'insertion.

9) Si les salaires des permanents sont déjà au-dessus de l'accord : seront-ils gelés ?

Non, cette hypothèse est prévue par les accords cadres et le projet de convention collective nationale. Le salaire moyen des douze derniers mois, hors prime, est bien entendu maintenu et l'acquisition de points supplémentaires d'indice est prévue tous les trois ans pour tous les salariés permanents quel que soit leur niveau de salaire dans le cadre de l'ancienneté et du développement personnels.

Rappelons ici que les acquis individuels antérieurs ne peuvent être supprimés/retirés sans l'accord des salariés. Une convention collective doit apporter un plus à l'ensemble des salariés permanents et en parcours d'insertion. Rappelons aussi qu'une convention collective n'empêche pas sur le principe la possibilité de mettre en place des accords d'entreprise plus avantageux que la convention collective.

10) Vers qui se renseigner pour mettre en œuvre les accords ?

Pour la mise en place des accords des modalités d'accompagnement et de réflexions seront proposées par le Synesi et par CHANTIER école notamment.